Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page1

www.lalettrem.fr

Mardi 25 novembre 2014 | n° 1357

la lettre M

1984 - 2014

30 ans d'infos économiques en Languedoc-Roussillon

AU SOMMAIRE

ENTRETIEN 2

Béziers :
LES PRIORITÉS DE FRÉDÉRIC LACAS

PARU SUR www.lalettrem.fr

- ✔ **Numérique** : les clusters se rassemblent
- ✔ **Tic** : Awox en hausse
- ✔ **Hérault** : la lutte contre la fraude rapporte
- ✔ **Industrie** : intérêt Royal pour Coldway
- ✔ **Perpignan** : une journée pour la logistique multimodale

Abonnés : recevez par mail la quotidienne de La Lettre M

L'ESSENTIEL

Sanitaire et social : mariage en Lozère

Après avoir fusionné avec l'Esat La Colagne en 2010, le Clos du Nid, premier employeur de Lozère, se rapproche d'un nouvel acteur lozérien, l'ALLFS (association de lutte contre les fléaux sociaux). L'ensemble regroupera une trentaine d'établissements, représentant un CA cumulé de 90 M€ pour 1 350 ETP et 1 500 personnes prises en charge chaque année. La nouvelle structure deviendra le second acteur du sanitaire et médico-social en région, derrière l'Ussap (Aude). Le Clos du Nid et l'ALLFS, toutes deux basées à Marvejols, vont créer une association « *chapeau* », dont le nom n'est pas encore arrêté, afin de regrouper les fonctions supports des deux entités lozériennes. Des pôles de compétence RH, juridique, budgétaire seront créés. La nouvelle association comprendra en plus un pôle médical et aura une fonction stratégique. Les statuts de cette nouvelle association sont à l'étude et l'AG constitutive devrait se tenir courant janvier. Sébastien Pommier, actuel DG du Clos du Nid, prendra la direction générale de cette nouvelle structure, avec pour adjoint l'actuel DG de l'ALLFS, Vincent Bardou. Jacques Blanc, actuel président des deux CA, devrait en briguer la présidence.

Peser au plan régional et national. « *Nous n'allons pas jusqu'à la fusion aujourd'hui, essentiellement pour des raisons de différence de conventions collectives* », explique Jacques Blanc. Pour lui, cette mise en commun permettra de peser sur les instances régionales de santé, l'ARS, créée en 2009, dans la future grande Région, et au plan national, au travers du Contrat pluriannuel d'objectif et de moyen (CPOM). « *La force de la démarche, c'est d'allier le sanitaire et le médico-social pour aller dans le sens des politiques publiques. Sans le sanitaire, le Clos du Nid devenait un colosse aux pieds d'argile* », ajoute Sébastien Pommier. Selon les deux dirigeants, les ressources ne devraient pas diminuer.

Céline Dupin

POINTS CHAUDS

Le CPER 2015-2020 est lancé. Le Languedoc-Roussillon bénéficiera de près de 450 M€ dans le contrat de projets 2015-2020. Une hausse conséquente par rapport au projet initial, qui prévoyait 313 M€. Le nouveau contrat, qui comprend six volets, sera signé en décembre. PAGE 3

130 M€ de marchés pour Aqua Domitia. BRL va lancer, pour le compte de la Région L.-R. (maître d'ouvrage du projet), 130 M€ de marchés d'ici à 2020 dans le cadre d'Aqua Domitia. Pour permettre aux PME de se positionner, de nombreux marchés ont été lancés sur la 1re tranche, pour un ticket moyen de 2 M€. PAGE 5

Bouygues Immobilier : plus de 260 logements en projet. Le promoteur immobilier va lancer en 2015 de nouveaux programmes, dont trois sur le littoral, représentant un volume de 240 logements collectifs et 23 maisons individuelles. PAGE 6

VOS RENDEZ-VOUS

Grand Débat

La Gazette de Montpellier organise en partenariat avec Montpellier Agglo *les 28 et 29 novembre* « Le Grand Débat » à l'Opéra-Comédie. Animé par Philippe Lapousterle, avec, entre autres, Éric-Emmanuel Schmittt, Franz-Olivier Giesbert, François Bayrou et Emmanuel Todd. Tél. : 04 67 06 77 77

Collaboration

Conférence sur le développement des affaires grâce à la collaboration d'entreprises, organisée par le Club d'affaires L.-R. et l'Espace entreprise de Montpellier. *Le 28* à 11h, à Castelnau-le-Lez, rue Hélène-Boucher, dans les locaux de l'Espace entreprise.

Transmission

Rendez-vous de l'Eco de la CCI de Béziers, sur le thème de la transmission d'entreprises aux salariés. *Le jeudi 27 novembre*, à 19h, à la CCI de Béziers, allées Pierre-Paul Riquet. Tél. : 04 67 80 98 09.

Retrouvez l'agenda complet de La Lettre M dans le cahier central

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page2

ORCHESTRA, PRIX DE L'EAU, FONSÉRANES...

Frédéric Lacas : « La valorisation du site des Neuf Écluses est prioritaire »

« Verbatim

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

« Pour l'instant, rien n'est fait, mais la volonté est là. Il faut réunir les acteurs institutionnels, les chefs d'entreprises, les élus, pour porter un projet commun de développement du territoire. Il faut simplifier le fonctionnement. Les pertes de temps tuent le développement économique. À ce jour, cette agence n'a pas de périmètre défini. Mais une agence serait un outil pour décloisonner. »

LE PRIX DE L'EAU

« Le prix de l'eau dans l'agglo est trop élevé à ce jour. Deux raisons : il s'agit de vieux contrats, mal négociés. J'admets aussi que le délégataire a beaucoup investi : captages nouveaux, renouvellement des canalisations, réhabilitation des stations d'épuration aux normes du Grenelle 2 de l'Environnement. Plusieurs contrats arrivent à échéance, dont celui de la Ville de Béziers (eau et assainissement) *à fin 2016. Le paysage des 13 communes est actuellement morcelé : soit en régie publique* (deux), *soit sous contrat avec la Lyonnaise des Eaux, soit avec la Scam. DSP ou passage en régie publique : peu importe le moyen pour baisser le prix à partir de 2017. Je n'ai pas de religion. Ce qu'il faut, c'est lisser les choses et tout reconsidérer de façon globale. Des études sont en cours par le cabinet SP 2000 pour étudier le coût d'un passage en régie. »*

La Lettre M a rencontré Frédéric Lacas, maire de Sérignan et médecin de profession, élu en avril président de Béziers Méditerranée (13 communes, budget investissements en 2014 : 41 M€, 110 000 habitants). Orchestra, prix de l'eau, Fonséranes... L'élu fait le point sur ses priorités.

Orchestra implantera-t-il une plateforme logistique (100 000 m² au total, 1re tranche de 45 000 m²) et un centre commercial à La Méridienne, pour créer aux portes de Béziers 300 emplois ?

Le projet avance bien, mais on ne peut pas accepter qu'un centre commercial désorganise la ville-centre. Je veux de la complémentarité entre les activités commerciales, et pas de concurrence nouvelle. C'est à ce jour le point d'achoppement du dossier. Sur ce point, je serai solidaire du maire de Béziers. La Ville de Béziers va demander à Orchestra que les nouveaux magasins ne soient pas des concurrents des derniers commerces en centre-ville.

300 emplois, c'est séduisant...

Certes, mais nous avons trois autres pistes très avancées (pistes prospectées par Invest L.-R., NDLR) pour cette parcelle du parc La Méridienne. Il y a le choix. On ne va donc pas accueillir Orchestra pour aspirer les derniers commerces qui restent en centre-ville. Parmi les projets en négociation, nous choisirons celui qui offre le meilleur rapport qualité/prix, le plus de création d'emplois, tout en prenant en compte l'impact social sur le territoire. Orchestra est prêt à faire un effort de discussion avec les élus, les commerçants et la CCI. Je prendrai une position de principe d'ici 15 jours.

Autre sujet : les 15 M€ de baisse de dotation globale de fonctionnement sur six ans. Comment les compenser, sans augmenter les impôts ?

En mutualisant les services entre l'agglo et la ville-centre. Il y a des pistes, comme le SIG (système d'information géographique), l'inspection des permis de construire dans les services urbanisme, la gestion et l'entretien des voiries. Nous avons peu de possibilité d'emprunt. On ne veut pas augmenter la dette, sauf en cas de projet porteur, et avec le concours du privé. Le projet de territoire sera présenté en fin d'année, et le budget voté en février.

Quel est l'investissement phare de ce projet de territoire ?

L'investissement prioritaire est la réhabilitation du site des 9 écluses à Fonséranes, 1er site touristique de l'Hérault avec 450 000 visiteurs annuels. Ce projet fait le consensus au sein du conseil communautaire. Près de 10 M€* seront injectés : parking, musée, point info tourisme, voies douces, restaurant-verrière avec vue sur la cathédrale de Béziers, aménagement paysager, mise en lumière, signalétique pour comprendre le site et renvoyer vers d'autres lieux du Biterrois.

Le début du mandat de Frédéric Lacas à l'agglo a été marqué par des échanges très vifs avec Robert Ménard, maire de Béziers. Aujourd'hui, les deux hommes sont condamnés à s'entendre sur des dossiers économiques majeurs – implantations de Leroy Merlin (actée), Orchestra et Decathlon (en discussions) sur La Méridienne notamment.

Quels sont les autres dossiers économiques qui vont rythmer votre mandat ?

L'écoport de Sérignan. 25 M€ pourraient être investis en partenariat public-privé pour l'extension du port de 350 anneaux actuellement (à flot) à 1 200 anneaux (400 anneaux supplémentaires en port à sec et 450 supplémentaires en port à flot). Cet écoport peut être lancé demain, et terminé en même temps que les Ecluses de Fonséranes, dans le cadre d'un projet touristique global reliant l'Orb et le canal du Midi. À la clé : 200 emplois directs et indirects. Tout a été anticipé. Le port a déjà été acquis, puis les 30 ha de terrain autour. Le projet a été intégré au PLU de la commune (Frédéric Lacas est maire de Sérignan, NDLR), validé par le Grenelle 2 de l'Environnement. Le projet précédent (porté par l'ancienne majorité municipale et Jean Nouvel, NDLR) était ubuesque : la commune ne maîtrisait pas le foncier. C'était des effets d'annonce. Il y a aussi la piscine de Sauvian. Je suis pour une piscine au sud de l'agglomération, mais pas à Sauvian. Mais cette localisation a été votée par l'ancien conseil communautaire. Je souhaite aussi valoriser la zone naturelle des Orpellières (Sérignan et Valras). En matière de rénovation urbaine et de zones d'activité économique, des arbitrages devront être opérés. Comment peut-on abonder la rénovation urbaine ? Faut-il agrandir ou réduire les zones d'activité, en fonction des demandes ?

Recueilli par Hubert Vialatte

** Plan projeté : CABM 40 % (4 M€), Région L.-R. 25 % (2,55 M€), Département de l'Hérault 20 % (2 M€), État et VNF 10 % (1 M€), Ville de Béziers 5 % (510 K€)*

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page3

*L'Assemblée nationale vote, le 20 novembre, l'article 1er de la loi sur la **réforme territoriale**, instaurant une carte de 13 régions. Midi-Pyrénées fusionnera avec le Languedoc-Roussillon.*

Institutions CCI : la départementalisation reportée sine die

Le projet était contesté par les CCI de Narbonne, Alès et Béziers. Mais c'est officiellement pour une autre raison que la CCI L.-R. a annulé son assemblée générale du lundi 24 novembre, qui devait adopter un schéma directeur régional instaurant une départementalisation des CCI. Le projet est reporté « *compte tenu des annonces de ce matin* (21/11) *par Carole Delga, secrétaire d'État chargée du commerce et de l'artisanat, au président de CCI France* », explique Bernard Fourcade à *La Lettre M*. Selon le président régional, la représentante du gouvernement a annoncé un « *report des élections des CCI d'octobre à mars, voire octobre 2016* », « *une révision de la loi régissant les CCI* » et une « *modification des modes électoraux* ». + sur www.lalettrem.fr

Financement Prêt robotiques : premiers dossiers

Le prêt robotique lancé en septembre dans le cadre du programme d'investissements d'avenir trouve un écho en région. Déjà trois dossiers ont été réalisés en L.-R. pour un montant global d'1,5 M€. « *L'objectif de ce prêt est d'accompagner la robotisation des entreprises, dans l'agroalimentaire, mais pas seulement* », explique Nadine Faedo, directrice régionale de Bpifrance. Sont concernés tous les équipements nouveaux, complémentaires ou de substitution permettant d'accroître la compétitivité de l'entreprise. Les prêts peuvent aller de 100 K€ à 5 M€, sur sept ans, en complémentarité de prêts bancaires de même montant. + sur www.lalettrem.fr

Accompagnement 1406 emplois maintenus ou créés en 2013

D'après le Crédit Mutuel Méditerranéen, en 2013, 1 406 emplois ont été créés ou maintenus en L.-R., du fait de l'action des plateformes du réseau Initiative France. Le taux de survie des TPE accompagnées après trois ans d'activités s'élève à 87 %, au lieu de 66 % pour les structures non accompagnées. En 2013, 477 entreprises créées ou reprises en L.-R. ont fait l'objet d'un soutien des plateformes Initiative (dont Crealia). Montant de prêts à taux zéro : 5,1 M€. Montant moyen du prêt d'honneur (hors Nacre) : 10 706 €. Montant de financements bancaires associés aux prêts d'honneur : 36,6 M€. + sur www.lalettrem.fr

Commerce Delko recherche des franchisés en L.-R.

« *Nous souhaitons renforcer le maillage sur le Sud-Est. 5 centres Delko sont ouverts en Languedoc-Roussillon, 4 dans le Gard et un dans l'Hérault à Lunel. Nous prévoyons une franchise à Perpignan courant 2015* », affirme Sandra Di Constanzo, du développement du réseau de mécanique et révision automobile (toutes marques) Delko, exposant du salon Top Franchise Méditerranée (Marseille) les 17 et 18 novembre. Né dans les Bouches-du-Rhône en 1999, Delko affiche 35 M€ en 2003, 85 centres et assure d'un CA moyen par unité de 550 000 € après 3 ans. « *Nous visons Montpellier, Béziers, Narbonne… Nous pouvons envisager des villes plus petites s'il y a du potentiel avec une zone de chalandise d'au moins 20 000 habitants.* »

Collectivités Le match Midi-Pyrénées - L.-R.

La Région Languedoc-Roussillon investit plus que Midi-Pyrénées. Mais cette dernière est moins endettée. C'est ce qui ressort d'une comparaison des budgets 2013 des deux collectivités appelées à fusionner au 1er janvier 2016. Le budget total de la Région L.-R. (1 175 M€) est légèrement inférieur à celui de Midi-Pyrénées (1 203 M€). Mais les dépenses d'intervention (965,6 M€ contre 943,7 M€) et les dépenses d'investissement (481,4 M€ contre 422,2 M€) sont supérieures en L.-R. La Région Midi-Pyrénées investit davantage dans les transports (328,7 M€ contre 256,8 M€) quand la Région L.-R. dépense plus pour les lycées, la culture, les sports, le tourisme, l'agriculture, l'action territoriale, l'environnement, l'enseignement supérieur et les entreprises (57,4 M€ contre 45,3 M€). + sur www.lalettrem.fr

TEXTOS › 80 entreprises françaises, dont sept start-up du L.-R., seront présentes début janvier au salon d'affaires **CES de Las Vegas**, dédié à l'innovation technologique en électronique grand public. › **Les domaines Paul Mas** acquièrent 16 ha supplémentaires au Château Crès Ricards, portant le domaine en AOC Terrasses du Larzac à 42 ha.

POINT CHAUD

Le CPER 2015-2020 est lancé

Le Languedoc-Roussillon bénéficiera de près de 450 M€ dans le contrat de projets 2015-2020. Une hausse conséquente par rapport au projet initial, qui prévoyait 313 M€. Pour le CPER 2007-2013, la participation de l'État s'élevait à 496 M€. Le nouveau contrat de plan comprend six volets : mobilité multimodale (138,5 M€), transition écologique et énergétique (192,8 M€), enseignement supérieur, recherche et innovation (74,7 M€), numérique (1,7 M€), emploi (7,9 M€), et un volet territorial (34 M€). Le président du conseil régional Damien Alary soumettra le projet de CPER à son assemblée le 19 décembre, avant sa signature. Une concertation sera ensuite engagée avec les Départements, les Agglos et les territoires de janvier à mars 2015, afin de « *flécher les opérations vers les territoires* », selon le préfet de région. Dans le volet mobilité, 88 M€ seront consacrés aux routes, dont la rocade ouest de Mende, les études pour les contournements ouest de Nîmes et Montpellier, la déviation de Baillargues Saint-Brès, et celles de Lunel et Laudun-L'Ardoise. 50 M€ seront dédiés au ferroviaire, notamment pour les acquisitions de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, pour le CNM, et pour « *le financement de la dalle de la gare nouvelle de Montpellier* ». Dans le volet de la transition écologique, 70 M€ financeront les Papi, les programmes d'actions de prévention des inondations, et 15 M€ le projet Aqua Domitia. ■

Retrouvez l'actualité du Languedoc-Roussillon tous les jours sur www.lalettrem.fr

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page4

*L'enquête publique relative à l'aménagement de la **Zac La Farigoule** sur la commune d'Aubord commencera le 28 novembre. Le projet prévoit la création de 315 logements. Aménageur : GGL.*

TEXTOS > **La Ville des Angles** lance un appel d'offres pour la démolition-construction d'une salle polyvalente au groupe scolaire Jules-Ferry. Coût estimatif : 480 000 €. > **CNM :** 112 travailleurs, employés par 24 entreprises, ont été contrôlés le 19 novembre par les services de l'Etat. Aucune infraction n'a été relevée.

POINT CHAUD

Ugine : TAB dans les starting-blocks

« *Nous sommes prêts à investir sur ce site qui présente pour nous de nombreux avantages. Malheureusement, de nombreux prérequis, un consensus politique, et des études préalables ralentissent considérablement les choses...* » L'impatience du transporteur Jean-Claude Brunier, PDG de T3M (groupe TAB basé à Saint-Jean-de-Védas), est partagée par d'autres investisseurs intéressés par la reconversion du site industriel d'Ugine (groupe Arcelor) à Laudun (Gard). Sur ces 60 hectares de friche, les collectivités envisagent depuis de nombreuses années une reconversion de ce terrain situé au bord du Rhône, et appartenant à Arcelor-Mittal. Le président (PS) de l'Agglo du Gard rhodanien, Jean-Christian Rey, propose aujourd'hui de créer « *une société d'économie mixte* » à même d'accompagner cette reconversion. Certaines sociétés maintiennent un intérêt pour le site, à l'instar de la start-up Wblock, qui envisage d'y fabriquer des matériaux de construction. Paprec (Pujaut) et Socodei (Marcoule) ont envisagé d'y développer un site industriel... Mais le temps politique n'étant pas celui de l'entreprise, rappelle Jean-Claude Brunier : « *Nous cherchons à partir de notre site actuel d'Avignon qui est obsolète. Nous irons là où l'opportunité se présentera en premier. Peut-être en dehors du Languedoc-Roussillon. Et si ce n'est pas à Laudun, ce pourrait être à Miramas.* » ■

Commerce Un ensemble de 10 000 m² en projet à Calvisson

La communauté de communes du Pays de Sommières envisage l'implantation d'un centre commercial sur la ZAE du Vigné à Calvisson. « *Nous travaillons avec un aménageur afin de concrétiser ce projet et des contacts sont en cours avec différentes enseignes de la grande distribution* », précise Pierre Lerasle, DGS. Toujours à Calvisson, la Dreal vient de rendre un avis favorable au dossier de création projet d'Ecoparc du Bois de Minteau (100 ha). Enfin, à Sommières, la consultation portant sur la concession d'aménagement en vue de l'extension sur 10 ha de la zone d'activités Corata (5 ha) devrait prochainement aboutir.

Agroalimentaire New Food Packings : objectif 5 M€ en 2017

New Food Packings, jeune entreprise innovante de Nîmes, a frappé un grand coup au Sial à Paris, qui a reçu fin octobre 150 000 professionnels et servi de vitrine à des milliers de produits alimentaires. « Les Twists », son innovation brevetée, a été saluée par un des 10 Grand Prix Sial Innovation (catégorie produits traiteurs) puis a remporté la médaille d'or, toutes catégories confondues. De quoi encourager le fondateur-gérant Claude Sebban, en plein lancement commercial après deux ans de R&D : « *Nous tablons sur 5 M€ et 20 personnes d'ici trois ans* ». Twist, c'est une boîte alimentaire avec couvercle séparé contenant une sauce, un « *twist* » permet de libérer la préparation (la séparation permet une durée de vie du produit plus longue). + sur www.lalettrem.fr

Énergie La centrale thermique d'Aramon fermera en 2016

Michel Tournier, directeur de la division thermique d'EDF, propose à la direction générale une fermeture de la centrale thermique d'Aramon en avril 2016. Le comité exécutif d'EDF tranchera fin 2014-début 2015, apprend-on auprès de Thierry Point, représentant syndical de la section CGT à Aramon. L'annonce a été faite par Christine Lécuyer, directrice du site. La centrale (capacité : 1 400 mégawatts), mise en service en 1974, « *est de moins en moins utilisée* », indique-t-on à la direction d'EDF. Elle a été mise à l'arrêt d'avril à octobre, alors que les coûts annuels de fonctionnement s'élèvent à 10 M€. La centrale thermique d'Aramon emploie 122 salariés, ainsi qu'une cinquantaine de prestataires (chaudronnerie, échafaudage, nettoyage, gardiennage), non protégés par le statut EDF. + sur www.lalettrem.fr

Innovation CapIdé accompagne 36 entreprises

Le dispositif CapIdé (Cap pour l'innovation et le développement des PME-PMI) présentera un bilan de son action le 3 décembre à 14h sur le site de Clavières de l'École des Mines. Cette action offre aux PME des outils et méthodes « *issus de pratiques dans des entreprises de toutes tailles* », des formations, et un appui technologique et méthodologique. 36 entreprises régionales ont été accompagnées, pour une durée allant jusqu'à 18 mois. CapIdé a ainsi permis à l'entreprise nîmoise S'Care Assistance d'« *optimiser la chaîne de maintenance et de logistique afin d'augmenter nos performances et transférer la main-d'œuvre sur des tâches à plus forte valeur ajoutée* ». + sur www.lalettrem.fr

Agroalimentaire Le parasite de la châtaigne touche Verfeuille

Verfeuille, entreprise lozérienne basée à Saint-Andéol-de-Clerguemort, poursuit sa croissance malgré des conditions sanitaires incertaines. Spécialisée dans l'épluchage et la transformation des châtaignes de Cévennes, l'entreprise gérée par Daniel Mathieu connaît une progression à deux chiffres, + 20 % en 2013 à 1,9 M€ de CA, qui devrait se confirmer en 2014, + 15 % attendus, pour une quinzaine d'ETP. Pour 2015, la situation est incertaine, avec une baisse de récolte estimée à 30 %. Daniel Mathieu redoute, en plus, le déploiement d'un parasite qui empêche le développement du fruit. « *Nous connaissons le parasite antagoniste, mais n'avons aujourd'hui aucune garantie sur les financements pour son introduction* ».

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page5

***Philippe Saurel** (Montpellier Agglomération) propose une nouvelle liaison en bus entre Montpellier (Prés-d'Arènes) et Palavas. Le prolongement du tramway (ligne 3) vers la mer est repoussé.*

Santé **Alcediag accélère son développement**

La société montpelliéraine Alcediag, spécialisée dans le développement de solutions innovantes dans le domaine du diagnostic médical, va s'installer, fin 2014, dans de nouveaux locaux d'une superficie de 750 m² (bâtiment Cap Delta, Parc Euromédecine). Ces derniers abriteront, dès le début 2015, un laboratoire privé/public en collaboration avec l'unité CNRS - Sysdiag. « *Nous travaillerons, en partenariat avec Sysdiag, au développement de plusieurs programmes, dont la recherche et le développement de biomarqueurs dans les maladies psychiatriques* », précise Dinah Weissmann, DG déléguée d'Alcediag (groupe Alcen), sans dévoiler le montant de l'investissement. Le laboratoire emploiera 25 salariés. + sur www.lalettrem.fr

Hôtellerie **Un hôtel 4 étoiles à Béziers**

Un hôtel de neuf chambres ouvrira début 2015 à Béziers (au 65 bis, avenue du 22 août 1944), dans une ancienne maison bourgeoise de 500 m² réaménagée (architecte : Christine Bel, Magalas). Le projet est porté par Chrystèle Crouton et Florence Boucard (SCI Les Marquises, société d'exploitation : Eurl CCFB), déjà propriétaires de l'hôtel des Poètes à Béziers (allées Paul-Riquet). Un site Internet sera bientôt mis en ligne (www.hotelparticulierbeziers.com). L'établissement, destiné à un classement 4 étoiles, cible la clientèle touristique et business. Deux emplois créés (ménage et réception). Le CA prévisionnel est de 250 K€ en 2015, puis d'environ 300 K€. Investissement non communiqué. + sur www.lalettrem.fr

TIC **Voxtok en hausse après avoir repris son indépendance**

Voxtok (Saint-Gély-du-Fesc) est primée au CES de Las Vegas pour Audio Capsule, système de centralisation de la musique, permettant stockage et mobilité de l'écoute musicale à destination des particuliers. Cette innovation, toujours en phase de prototypage, préfigure l'évolution de Voxtok, rachetée en janvier dernier par deux de ses employés, Jean-Charles Verdié et Joël Reboul, auprès de MStar, entreprise taïwanaise spécialiste du semi-conducteur qui avait repris l'entreprise en dépôt de bilan en 2010. L'Audio capsule devrait être en vente au 2e trimestre 2015, sans que l'entreprise ne s'avance à des pronostics de croissance. Quatre personnes ont déjà été embauchées depuis la reprise, portant l'effectif à 17 personnes, pour un CA 2014 prévisionnel de 1,2 M€.

Viticulture **Le Domaine Bassac racheté par un héritier**

François Delhon rachète avec Jean-Philippe Leca le domaine Bassac, dans sa famille depuis plusieurs générations. « *J'ai été à la fois vendeur et acheteur* », s'amuse-t-il. La transaction a consisté à vendre toutes les parts des associés familiaux, rachetées ensuite par les deux hommes. Ils ont créé une holding qui chapeaute les activités de production, de négoce et immobilières de ce domaine de Puissalicon. En bio depuis 25 ans, il compte 80 ha de vignes pour une production de 550 000 bouteilles, exportées à 80 %. La reprise en main a donné un coup de fouet à l'entreprise : + 25 % au premier semestre 2014, + 15 % espérés sur l'année, par rapport à une année 2013 à 1,35 M€. 10 personnes y travaillent à temps plein avec trois recrutements cette année. + sur www.lalettrem.fr

BTP **Giraud TP s'installe à Vendargues**

L'entreprise générale de bâtiment* spécialisée dans le gros œuvre vient d'acquérir un terrain de 7 700 m² situé sur la ZI du Salaison à Vendargues (transaction : CBRE Tertia Conseil). Giraud TP y installera sa plateforme de stockage matériel et son service entretien et maintenance après avoir construit un bâtiment de 1 000 m² (livraison fin 2015). Début 2014, les services administratifs avaient été transférés du Millénaire (Montpellier) vers l'immeuble Red Line à Castelnau-le-Lez sur une surface de 350 m².

**Siège à Ramonville (31). Direction régionale L.-R. à Montpellier. Chiffres L.-R. : 80 salariés hors intérim, 15 M€ de CA.*

TEXTOS > **Damien Alary**, qui a plaidé le dossier auprès de Manuel Valls, assure que l'Idex (universités) est cette fois en bonne voie pour Montpellier. > **La Ville de Béziers** lance un appel à projet pour valoriser le Palais des Evêques et l'ancienne prison, en vue de la réalisation d'un projet hôtelier.

POINT CHAUD

Aqua Domitia : 130 M€ de marchés

Porté par la Région L.-R., le projet Aqua Domitia* doit encore générer 130 M€ de marchés d'ici à 2020, indique Jean-François Blanchet, DG de BRL. Parmi des marchés à venir : une station de pompage (11 M€, débit de 3 m³/seconde) à Mauguio, travaux complémentaires sur la 1e tranche du projet, ou encore réseau du nord-sommiérois, puis, entre 2016 et 2020, la 2e tranche, entre Fabrègues et Béziers. « *On a commencé cette 2e tranche par les deux bouts*, précise Jean-François Blanchet. *Nous partons de Montpellier pour alimenter le nord Gardiole* (Fabrègues) *avec l'eau du Rhône, et de Béziers pour alimenter le nord Biterrois avec un prélèvement transitoire dans l'Orb. La jonction de ces deux bouts est prévue en 2020.* » Pour permettre aux PME de se positionner, BRL a lancé 50 marchés sur la 1re tranche de travaux (100 M€, soit 2 M€ de ticket d'entrée moyen). Une trentaine de marchés sont « *vivants* » – poses de canalisation essentiellement. 41 entreprises sont titulaires d'un lot ou membres d'un groupement, parmi lesquelles des poids lourds comme Sogea Sud, Razel Bec, Malet, Rampa et EHTP (NGE) mais aussi des PME régionales comme Crozel TP (Nîmes), Brault TP (Béziers), Cazal (Salles-sur-l'Hers, Aude), Faurie (Saint-Sernin, Ardèche), CSM Bessac (Saint-Jory, 31), Solatrag (Agde)... Le pic du chantier est prévu en 2015, « *avec les mises en eau de la plupart des réseaux d'irrigation secondaire* ». ■

** 50 km de gros adducteurs et 140 km de réseaux secondaires. Investissement global : 200 M€.*

Retrouvez l'actualité du Languedoc-Roussillon tous les jours sur www.lalettrem.fr

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page6

Le Pacte territorial pour l'insertion *porté par le conseil général des P.-O., et 35 autres partenaires, mobilisera 14 M€ sur la période 2014-2020.*

TEXTOS > **Carcassonne Agglo** lance une consultation auprès de la population de ses 73 communes avec l'aide d'Ambassadeurs pour construire son projet de territoire « MON 2020 ». > **Les CCI des P.-O. et du L.-R.** organisent, le 1er décembre (14h15-17h30) à Perpignan, une rencontre entre les acheteurs du ministère de la Défense.

POINT CHAUD

Bouygues : plus de 260 logements en projet

En 2015, l'agence Roussillon de Bouygues Immobilier (Perpignan) va lancer 240 logements collectifs et 23 maisons individuelles. Le promoteur va réaliser trois programmes sur le littoral, comme Le Cadaquès, à Argelès (33 logements), dont les travaux débutent en février 2015 (livraison : juin 2016). « *Sur l'ancienne cave coopérative de Canet-en-Roussillon, nous avons obtenu le permis de construire pour un collectif de 32 logements, Alizéa. La construction devrait démarrer à la fin du 1er semestre 2015* », indique Daniel Crucq, le directeur de l'agence (10 collaborateurs). À Port-Vendres, le promoteur lancera les travaux d'un programme de 26 logements sur l'ancienne cave (permis validé) à la rentrée 2015. Le reste des programmes à venir se concentre sur la Ville de Perpignan. « *Le programme Aparté 1* (45 logements), *Zac Les Jardins de la Basse, sera livré fin décembre 2014. Il est presque entièrement commercialisé, à 60 % auprès d'investisseurs. Nous lançons la commercialisation de l'Aparté 2, 45 logements, dès le printemps 2015, annonce le directeur. Face au lycée Saint-Louis de Gonzague, nous réalisons l'unique programme de maisons individuelles de Perpignan, Villas Estel* (23 villas) ». Bouygues Immobilier livrera en juin 2015 Les Jardins de Camille (38 logements), situés au parc Ducup, et va lancer les travaux le mois prochain du Patio de Nysa, un programme innovant (66 logements) à Perpignan Sud. ■

Logistique APRC veut lancer les travaux en septembre 2015

Les travaux du projet logistique avec gare de ferroutage intégrée « Méditerranée Pyrénées Logistics » (35 ha, 135 000 m² de bâti, 115 M€), porté par le groupe APRC à Tresserre (P.-O.), devraient débuter en septembre 2015, annonce le DG Jorge Hernandez. Le permis de construire est déposé. Le dossier ICPE est validé. Un commissaire enquêteur va être nommé d'ici peu pour déterminer l'impact du projet sur une espèce rare de tortue. « *L'issue de l'enquête, fin décembre, déterminera le calendrier,* indique-t-il. *Nous avons prévu des mesures compensatoires pour régler cette question. Dans le cas où l'enquête s'avérerait négative, on envisagerait d'abandonner ce projet, pour lequel le portage financier devient trop lourd.* » + sur www.lalettrem.fr

Innovation Eco-Tech Ceram veut lever 1 M€

La start-up Eco-Tech Ceram, lauréate du concours mondial de l'innovation 2014, et en lice pour le prix Alfred Sauvy, envisage une levée de fonds de 1 M€ en 2015 pour développer son activité. Elle réalise des solutions de valorisation des déchets et coproduits industriels inorganiques en les transformant en céramiques pour le stockage ou l'isolation thermique. Dirigée par le Dr Antoine Meffre, la SAS issue du laboratoire CNRS-Promès de l'université de Perpignan intéresse des grands comptes comme Arcelor Mittal, EDF, CNIM, Erasteel, et des clients locaux, comme le Sydetom 66, dont elle pourrait valoriser les mâchefers de l'UTV de Calce. La société envisage la construction d'une usine hybride dans les P.-O., susceptible de créer de nombreux emplois.

Pépinière CEEI Plein Sud Entreprises déménagera en 2015

En avril 2015, la pépinière d'entreprises innovantes, CEEI Plein Sud Entreprises s'installera dans le futur hôtel-pépinière d'entreprises de Rivesaltes (PRAE François-Arago) dont les travaux sont en cours (8,2 M€, 10 ateliers, 20 bureaux, THD, services). « *La pépinière, ancrée dans un travail collaboratif avec les autres pépinières du territoire, accompagne une soixantaine d'entreprises, dont 10 nouvellement créées, représentant un volume de 45 emplois* », indique son directeur, Alexandre Jullien. La pépinière s'est dotée d'un nouveau site internet « *interactif assurant un vrai relais d'informations pour les jeunes entreprises* ». Selon lui, une dizaine de projets (web, industrie, traitement des déchets, santé…) seraient susceptibles de rejoindre le futur site. + sur www.lalettrem.fr

Port Port-Vendres : enquête publique en vue pour le 3e quai

Lors de la présentation du bilan de l'activité Croisière sur le port de Port-Vendres (32 escales réservées entre 2015 et 2017), Hermeline Malherbe, présidente du conseil général des P.-O., propriétaire du 1er port fruitier de Méditerranée (trafic janvier à septembre 2014 : 183 904 t), annonce que l'enquête publique du quai Dezoums (3e quai) sera ouverte en avril 2015. Selon elle, « *l'arrêté de la préfecture serait attendu en septembre 2015, pour un début des travaux fin 2015* ». Le conseil général a proposé trois scenarios, représentant des investissements allant de 6 à 37 M€, dans l'objectif de redynamiser l'activité économique du port. + sur www.lalettrem.fr

CATALUNYA Perpignan vise la logistique d'Ikea

L'agglomération de Perpignan va rencontrer en 2015 le hub logistique suédois de Katrineholm et Ikéa France dans le cadre du programme euro-Méditerranéen Ifreight Med, dédié à la logistique multimodale et porté par la Generalitad de Catalunya. Le hub logistique suédois, qui possède un accord pour l'acheminement d'une partie de la marchandise d'Ikéa, recherche « *un centre logistique stratégique* » explique l'agglomération de Perpignan. Une récente étude réalisée dans le cadre de ce programme « *a permis de constater que nos infrastructures logistiques pouvaient répondre à la demande scandinave* (du hub logistique de Katrineholm NDLR), *et qu'un certain nombre d'entreprises de Catalogne, implantées des deux côtés des Pyrénées, étaient très intéressées* » indique l'agglomération qui organise le 11 décembre la 1re Journée de la logistique multimodale.

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page7

Jean-Louis Borloo

PHOTO : ANDRÉ HAMPARTZOUMIAN

Le 17 au Corum de Montpellier, l'ex-ministre d'État et président de l'UDI, aujourd'hui retiré de la vie politique, préside la soirée des 30 ans de *La Lettre M*, devant 1 500 personnes. Il relève le « *coup de dynamisme* » apporté par la soirée et « *la stratégie des réseaux qui permet le rêve* » pour les PME. « *Ne restons pas cloisonnés entre public, parapublic, privé, fédérations professionnelles… Il n'y a qu'une seule équipe de France. Personne n'a de fief à défendre. Et personne n'est plus fort parce qu'il parle depuis son fief. La France a des troupes émiettées. Trop de systèmes défendent leur pré carré plutôt que d'être au service des autres.* » L'ancien maire de Valenciennes qui souhaite, via sa nouvelle Fondation, développer l'accès à l'énergie (électricité notamment) en Afrique, a tenu à réhabiliter le droit à l'échec. « *Les chefs d'entreprise aujourd'hui en difficulté sont peut-être les vainqueurs des Masters de demain. Fêtons aussi ceux qui sont moins en forme aujourd'hui.* »

Christian Fina, Ville de Montpellier

Le DGS de l'Agglo de Montpellier occupe désormais les mêmes fonctions à la Ville. Il succède à **Jules Nyssen**, à l'issue d'un processus de recrutement externe infructueux. À la tête de 1 500 employés à l'Agglo et 4 300 à la Ville, Christian Fina aura notamment pour tâche de mutualiser des services entre la Ville et l'Agglo, à l'heure de la réduction des dotations de l'État. + sur www.lalettrem.fr

Pascal Delubac, FHP L.-R.

Directeur de la clinique Saint-Pierre à Perpignan et directeur régional du groupe Médipôle Sud Santé, il est élu président de la Fédération de l'hospitalisation privée du Languedoc-Roussillon. Il succède à **Lamine Gharbi**, directeur général de Cap Santé, devenu président de la FHP nationale.

Serge Pravossoudovitch, Polytech Montpellier

Suite au vote du Conseil d'école, Serge Pravossoudovitch devrait réaliser un second mandat de directeur de l'école d'ingénieur de l'UM2. Le conseil d'école va soumettre son choix à l'administration de tutelle, qui publiera ensuite un arrêté confirmant cette nomination.

Jacques et Laurent Pourcel, groupe Château-Pourcel

Les chefs étoilés héraultais s'apprêtent à publier, courant décembre, un ouvrage présenté comme « *l'aboutissement de 25 ans de cuisine au Jardin des Sens* ». 52 recettes réalisées par les frères jumeaux seront dévoilées sous forme de « *clin d'œil à leur histoire culinaire, leur racine familiale, leur région et à la Méditerranée* ». Titre du livre : Tandem (éditions Glénat).

Bernard Sauvaire, FNHPA

Le gestionnaire de campings gardois est réélu à la tête du comité des chaînes de la fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA). Bernard Sauvaire préside la chaîne Yelloh! Village (Aigues-Mortes, 65 campings) dont le CA hébergement 2014 s'élève à 141 M€ (10,3 millions de nuitées en 2014). Il dirige à titre personnel les campings La Petite Camargue, Les Petits Camarguais et Secrets de Camargue basés au Grau-du-Roi et Aigues-Mortes.

MISE À JOUR

Jacques Ferrier dessine la future gare maritime de Sète

Rappel des faits

La Région L.-R. lance un avis d'appel public à la concurrence pour la mission de maîtrise d'œuvre portant sur la construction d'une nouvelle gare maritime, l'aménagement du pôle passagers (avec zones d'attente et de contrôle) et la nouvelle entrée du port de Sète, indique *La Lettre M* du 3 septembre 2013.

Aujourd'hui

Le 17 novembre, le jury retient le projet de Jacques Ferrier Architecture (Paris) pour la maîtrise d'œuvre de la construction de la nouvelle gare maritime du port de Sète. Ce choix sera soumis au vote de l'assemblée régionale du 28 novembre. La gare maritime développera une surface utile d'environ 3 400 m². Sa livraison est prévue à l'horizon 2019. Emprise totale affectée aux aménagements : 23 ha. Le budget total de l'opération s'élève à 61 M€. Le futur pôle passagers disposera de quatre postes à quai, dont trois utilisables simultanément, permettant de recevoir des navires de 220 mètres de long. Le port de Sète cible un trafic annuel de 600 000 passagers, au lieu de 164 300 passagers en 2013 (opérateur : Grandi Navi Veloci), et, côté croisières, 50 000 croisiéristes et 50 escales par an (22 000 croisiéristes en 2013). Le projet de gare maritime implique une réorganisation préalable lourde de l'espace portuaire, qui a démarré en mars 2013 par la destruction des anciens silos à céréales.

TABLEAU DE BORD — Près de 1 400 installations classées en L.-R.

1394 : c'est le nombre d'établissements soumis à autorisation d'exploiter en L.-R. (installations classées pour la protection de l'environnement – ICPE). 281 sont soumis à enregistrement (stations services, embouteillage de vins, entrepôts frigorifiques).

22 installations à risques accidentels et chroniques classées Seveso seuil haut sont recensées en L.-R. 14 sites sont classés Seveso seuil bas.

407 contrôles ont été réalisés en 2013 par les services de l'inspection des installations classées en L.-R. (519 en 2012).

35 arrêtés préfectoraux de mise en demeure ont été pris en 2013 à l'encontre de gestionnaires d'installations classées. Cinq procès-verbaux de constatation de délits ont été dressés.

64 établissements accueillant des populations sensibles (crèches, écoles, collèges, lycées) sont construits sur des sites particulièrement pollués.

(source : Dreal L.-R.)

Retrouvez l'actualité du Languedoc-Roussillon tous les jours sur www.lalettrem.fr

Lettre 1357 lundi_sb 24/11/14 11:07 Page8

Rififi à la chambre régionale de métiers

Réunis le 17 novembre en assemblée générale extraordinaire, les élus de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat demandent à leur autorité de tutelle (le préfet de région) de « *prendre en compte les dysfonctionnements du bureau et de provoquer la dissolution du bureau* », indique une source proche. La motion recueille 39 voix pour, 13 contre et une abstention. Le bureau pourrait être dissout par le préfet et une nouvelle date d'assemblée générale extraordinaire fixée sous peu, pour élire un nouveau bureau et un nouveau président (président actuel : **André Sylvestre**). Il est reproché au bureau (15 membres) de la CRMA L.-R. « *un mode de gouvernance trop personnel, des décisions prises mais non appliquées et l'absence de prise en compte de pratiques pourtant régaliennes de la CRMA* ». « *Je suis encore en poste*, riposte André Sylvestre. *La motion prétend que le bureau ne respecte pas le code de l'artisanat et le code des marchés publics. C'est faux et diffamatoire.* » Alors que le préfet de région pourrait prononcer une dissolution du bureau sur la base de cette motion, André Sylvestre se disait « *serein* », le 20 novembre.

Investissements. La Région débattra, vendredi 28, de ses orientations budgétaires. Selon nos informations, **Damien Alary** devrait proposer un budget 2015 en augmentation, malgré une baisse des dotations de l'État de l'ordre de 30 M€. La collectivité devrait notamment augmenter son recours à l'emprunt pour maintenir un haut niveau d'investissement, équivalent à celui de l'année précédente.

Longévité. Lors d'une rencontre avec le président du conseil régional Damien Alary, le président de l'Agglo de Nîmes-Métropole, **Yvan Lachaud**, a plaidé pour que les aides de la Région aillent en priorité pour le développement de filière longévité mise en place autour de l'I2ML, à Nîmes. Et pas vers l'Agglo de Montpellier, qui veut promouvoir une filière sur un thème similaire.

Con. « *J'ai rencontré Mohed Altrad il y a 30 ans dans mon cabinet d'avocats*, raconte, le 17, **Jean-Louis Borloo**, lors des Masters des 30 ans de *La Lettre M*. *Il m'a dit alors : "Je vais faire et bien faire ce que les autres ne veulent plus faire et ce en quoi ils ne croient plus." **Mohed Altrad** est un mélange de modestie et d'identité qui fédère, autour d'un nom, d'une ville. Le plus dur, c'est de ne pas devenir un con quand on réussit trop vite. Croyez-moi ça nous pend tous au nez ! Chez Altrad, il y a ce côté montagnard. À un chauffeur de taxi, il dirait : "Roulez doucement, je suis pressé".*

Flou. « *En matière de tramway, la priorité, c'est l'extension de la ligne 1 du tramway vers la future gare TGV* », affirme **Philippe Saurel**. La mise en service de cette extension interviendra « *entre 2017 et 2020. Tout dépendra de la fréquentation de la gare* ». D'après lui, la gare « *se fera* », même s'il aurait souhaité « *une autre localisation* ». Le commissaire enquêteur devait rendre son avis ce lundi 24 novembre.

Plus de fonds pour le cluster unique ? Les trois clusters régionaux du numérique (Novae LR, Pix LR et MCC) ont officiellement lancé, le 19, leur rapprochement dans un cluster unique à naître dans les prochaines semaines. Objectif : attirer plus de fonds européens vers la filière. Selon nos informations, la Région apporterait aujourd'hui autour de 150 K€ par an aux trois clusters. « *Demain, dépasser 200 K€ d'accompagnement semble crédible* », selon une source proche. + sur www.lalettrem.fr

French Tech. « *La labellisation French Tech n'est valable qu'un an,* précise un acteur du secteur. *Il y aura un nouvel audit dans un an, en vue du renouvellement, ou pas, pour trois années supplémentaires.* » Autre point-clé : « *contrairement à ce qui est véhiculé, le label ne se résume pas aux entreprises du numérique. Il s'adresse à toutes les entreprises innovantes, y compris dans les secteurs des biotech, greentech, santé…* »

LE GRAND SUD DANS LA PRESSE

FRANCE 3

Montpellier, capitale du jeu vidéo. La chaîne régionale s'intéresse (le 19/11), via le game challenge qui s'est tenu à Montpellier la semaine dernière, à l'industrie du jeu vidéo, florissante dans la capitale héraultaise. « *Une notoriété que la ville doit à la présence d'Ubisoft, mais aussi à ses studios indépendants. Avec près de 600 emplois concentrés autour de Montpellier, l'Hérault est devenu le 2e département français le plus dynamique dans l'industrie du jeu.* »

L'USINE NOUVELLE

French Tech. Dans un dossier « *ces villes labellisées French Tech* », l'hebdo revient, le 20/11, sur les conditions d'attribution du label French Tech. « *Certains projets ont pu passer un cap grâce à la fédération des actions locales, comme Montpellier* ». Le principal intérêt du label « *n'est pas de donner accès au fonds French Tech – doté de 200 M€ – issu des investissements d'avenir, mais la dynamique de co-construction des écosystèmes qu'il doit valoriser* ».

LE MONITEUR

L'Hérault Grand prix. Le Département de l'Hérault obtient le Grand Prix de la commande publique, pour sa stratégie complète et experte d'achat public dans le secteur routier, relève l'hebdo du BTP, ce 21. Une distinction qui s'explique par « *un dossier de candidature axé sur le management durable de ses activités routières* », avec l'utilisation d'« *outils juridiques pointus : conditions d'exécutions couplées aux critères d'attribution, pondération favorisant la performance environnementale et l'innovation* ».

COURRIER DES MAIRES

Fonds européens : transferts en attente. Alors que les régions seront pour la première fois « *autorité de gestion* » pour le Feder et une partie du FSE, pour la période 2015-2020, Damien Alary, président de la région Languedoc-Roussillon, s'alarme (le 18/11) du retard pris dans la mise à disposition de personnel de l'État pour gérer ces dossiers. « *Les dossiers sont déjà là souligne-t-il. Il faut faire ce transfert le plus rapidement possible* ».

L'EXPRESS

Vers la métropole. Le newsmagazine consacre (le 19/11) un dossier « Métamorphoses » à Montpellier. « *La ville s'étend en direction du sud, vers la future gare TGV. Comment ces nouveaux quartiers vont-ils dialoguer avec le centre ancien ?, questionne Jean-Louis Vayssettes, ingénieur de recherche à la Drac L.-R. De quelle manière le noyau urbain des origines résistera-t-il à cette nouvelle configuration de l'espace ? C'est tout le mystère de l'avenir de cette ville.* »

la lettre M
CS 29529
34960 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 99 63 68 10
Fax 04 67 92 76 78
Email : abonnements@lalettrem.net, redaction@lalettrem.net
• **Rédaction :** Henri Frasque (rédacteur en chef, secteurs : collectivités, services financiers, Gard), Hubert Vialatte (rédacteur en chef adjoint, BTP, immobilier, industrie, transports), Céline Dupin (agroalimentaire, viticulture, services, NTIC, ENR), Véronique Coll (Aude, P.-O.), David Danielzik (communication, tourisme, santé, environnement, commerce). Ont collaboré à ce numéro : Guillaume Mollaret, Agence Jam.
• **Maquette :** Florence Philippart.
• **PAO & Internet :** Paul Coudsi.
• **Annuaire M, commerciale abonnements :** Corinne Cachau.
• **Directeur commercial :** Alain Rouche. **Publicité :** Karine Coine.
• **Communication et développement :** Maurice Victoria.
• **Abonnements, gestion, M Services :** Annie Dalbin.
• **Gérant-directeur de la publication** : Pierre Serre.
Édité par la Sarl M, au capital de 30 489,80 €.
CPPAP 1117T 82454. ISSN 0759 1527.
Imprimeur : Imp'act.
Abonnement : 365 € TTC/an (46 n° + 7 hors série + annuaire M + site web + newsletter)

Reproduction strictement interdite, notamment par photocopie.